

**Avenant n° 7 du 23 octobre 2023**

à l'accord du 18 janvier 2010  
relatif au régime de prévoyance

NOR : ASET2351233M

IDCC : 573

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**CGF,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FNECS CFE-CGC ;**

**FGTA FO ;**

**CFTC CSFV ;**

**FNAF CFE-CGC ;**

**FS CFDT ;**

**CGT CSD ;**

**FEC-FO,**

d'autre part,

**Préambule**

Les partenaires sociaux ont prévu, lors de l'instauration du régime de prévoyance, de faciliter l'adhésion des entreprises au régime de branche auprès des organismes assureurs recommandés, en mutualisant la prise en charge des sinistres en-cours en contrepartie d'une cotisation supplémentaire de 0,04 %.

Dans le cadre de la conclusion des négociations en cours pour améliorer les garanties du régime de prévoyance non-cadres, les partenaires sociaux ont décidé, au regard des derniers comptes de résultat du régime actuel, de proroger cette cotisation supplémentaire de 0,04 % jusqu'à la date de l'entrée en vigueur effective du nouveau régime de prévoyance.

Compte tenu de la thématique du présent avenant, qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, les partenaires sociaux conviennent, conformément à l'article L. 2261-23-1 du code du travail, qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés.

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup> | Modification de l'article 2.3 « Reprise des sinistres en cours » de l'accord du 18 janvier 2010**

Les dispositions de l'article 2.3 de l'accord du 18 janvier 2010 sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Afin de couvrir la reprise des sinistres en cours selon les modalités prévues à l'article 1.5 par les organismes assureurs auprès desquels le "contrat national de référence" a été souscrit, une cotisation supplémentaire de 0,04 % sera due par les entreprises adhérentes au "contrat national de référence" jusqu'à la date de l'entrée en vigueur effective du nouveau régime de prévoyance non-cadres de branche, soit à partir du premier jour du trimestre civil suivant la date de publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*, et au plus tôt au 1<sup>er</sup> juillet 2024. »

Il est rappelé que cette cotisation est à la charge exclusive des employeurs.

### **Article 2 | Date d'effet. Durée**

Le présent avenant prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2024, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur effective du nouveau régime de branche, soit à partir du premier jour du trimestre civil suivant la date de publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*, et au plus tôt au 1<sup>er</sup> juillet 2024.

Le présent avenant peut être révisé selon les dispositions prévues aux articles L. 2222-5, L. 2231-1 et L. 2261-7 du code du travail.

### **Article 3 | Publicité et extension**

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt prévues par la loi.

Son extension sera sollicitée par la partie patronale.

*Fait à Paris, le 23 octobre 2023.*

(Suivent les signatures.)